



VILLE DE
HOUILLES

ARRÊTÉ DU MAIRE DE STATIONNEMENT ET RESTRICTION DE LA CIRCULATION BOULEVARD HENRI BARBUSSE

—
République Française
Département des Yvelines

—
Direction Aménagement et Environnement
Arrêté temporaire n° 23/450 AV

Le Maire de la Ville de Houilles, Conseiller départemental des Yvelines,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2212-2, L. 2213-1 à L. 2213-6,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code de la Route, et notamment ses articles R 110-1, R 110-2, R 411-5, R 411-8, R 411-25, R 417-1, R 417-9, R 417-10, R417-11 et R 417-12,

Vu le Code Pénal et notamment son article R. 610-5,

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1 – 8ème partie, approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992, modifiés,

Vu l'arrêté réglementant la circulation des véhicules dans la ville, du 20 décembre 1977,

Vu l'arrêté réglementant la coordination et la sécurité des travaux (Voirie - Réseaux - Divers), sur les voies ouvertes à la circulation publique, du 4 janvier 1993,

Vu le Règlement de voirie de la ville de Houilles, publié le 22 mars 2012,

Considérant la demande en date du 16/10/2023, de la société GROUPE TTC, 19 rue de Fontenay, 28110 LUCE, pour des travaux de démolition,

Considérant la nécessité de réglementer ponctuellement la circulation et le stationnement, pour assurer tant la sécurité sur le chantier que celle des usagers, boulevard Henri Barbussen°92 bis,

Sur la proposition du Directeur des Services Techniques,

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Du 27 novembre 2023 au 08 décembre 2023, la société GROUPE TTC est autorisée à réaliser des travaux de démolition.

Article 2 : Une restriction de stationnement pourra être instituée au droit du chantier, dans la voie suivante : **Boulevard Henri Barbusse° 92 bis et n°94**

Afin de sécuriser le cheminement piétons et cyclistes, un dévoiement sur la place de stationnement sera institué. Un passage d'au minimum 1,40m de large sera sécurisé côté voirie par un barriérage. Un panneau CYCLISTES PIEDS A TERRE sera mis en place. Un remblai sera mis en place pour le franchissement d'obstacles en pente douce (bordures). Les pieds d'arbre sur l'emprise de la circulation piétonne seront protégés par un géotextile recouvert de grave.

Un panneau « 30Km/H » et un « Danger Travaux », seront positionnés en amont à destination des automobilistes.

Article 3 : Le stationnement sera interdit et considéré comme gênant selon l'article R-417-10 du Code de la Route et pourra faire l'objet d'une mise en fourrière conformément aux textes et lois en vigueur, **sur le boulevard Henri Barbusse, au droit du n°92 bis et du n°94.**

Article 4 : L'entreprise exécutant les travaux aura la charge de la signalisation temporaire du chantier sur le domaine public. Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Cette dernière devra être conforme aux dispositions alors en vigueur et qui, actuellement sont celles édictées par l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié par les textes subséquents et par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1 - 8ème partie, approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992.

Le matériel de signalisation et sécurité de chantier, ainsi que tous les déchets de chantier, seront impérativement évacués au plus tard le dernier jour d'autorisation de travaux du présent arrêté, consécutivement à la trêve des confiseurs, du 11 décembre au 6 janvier sur la commune de Houilles.

Article 5 : Le non-respect d'une des clauses du présent arrêté entraînera une suspension immédiate du chantier.

Article 6 : Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément à la loi.

Article 7 : Le présent arrêté devra être affiché par l'entreprise 48 heures avant la date de début des travaux au droit et au vis à vis des interventions. L'entreprise exécutant les travaux a pour obligation d'informer la police municipale de Houilles afin que celle-ci procède au constat de la conformité de l'affichage de l'arrêté.

Article 8 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet (Art. L. 411-7 CRPA).

Article 9 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles par courrier ou sur le site Télérecours citoyens (www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, ou à compter de la réponse explicite ou implicite de M. le Maire si un recours gracieux a été préalablement exercé.

Article 10 : Mme la Directrice générale des services, M. le Directeur des Services Techniques, M. le Chef de service de la Police Municipale et M. le Commissaire de Police de la circonscription de Sartrouville, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Houilles, le 13 novembre 2023

**L'adjointe au Maire,
Déléguée à la Voirie et au Patrimoine communal**



Marina COLLET